

praxis

Solidarität, Austausch, Wirkung –
aus Sicht der Personellen
Entwicklungszusammenarbeit
Solidarité, échange, impact –
points de vue de la coopération
par l'échange de personnes



SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL

Lokalisierung der Entwicklungs- zusammenarbeit Localisation de la coopération

Lokales Engagement verstärken
Renforcer l'engagement local

INTERVIEW Seite 6

Perspectives
croisées
au Burkina

REPORTAGE Seite 11

Rohstoffabbau
und Menschen-
rechte in Peru

REPORTAGE Seite 14

Nicaragua :
renforcer
l'expertise locale

JUBILÄUM UNITÉ Seite 18

60 Jahre Personelle
Entwicklungs-
zusammenarbeit

SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL

Lokalisierung der Entwicklungs-zusammenarbeit
Localisation de la coopération

Interview:

« Lorsqu'il y a une inégalité d'accès aux ressources, les rapports de pouvoir s'ensuivent »

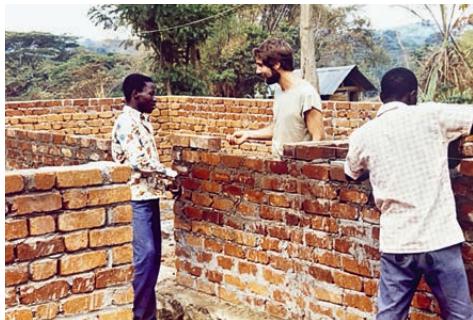
Page 6

Reportage:
Rohstoffabbau und Menschenrechte
in Peru: Lokales Engagement
mit internationaler Unterstützung

Seite 11

Reportage:
« Former localement est la seule façon de garantir une coopération durable »

Page 14

AKTUALITÄT ACTUALITÉS

Jubiläum Unité
Jubilé Unité

**60 Jahre Personelle
Entwicklungs zusammenarbeit**

Seite 18

Foto links: Der Comundo-Einsatzleistende Thomas Niederberger unterhält sich mit Francisco Merma, der in der Nähe der Kupfermine Tintaya-Antapaccay wohnt, über die Auswirkungen des Bergbaus in Peru.
Quelle: Comundo

Foto rechts: Ein Einsatzleistender von Service de Missions et d'Entraide bei der Arbeit mit der lokalen Bevölkerung in der Demokratischen Republik Kongo im Jahr 1989.
Quelle: Service de Missions et d'Entraide

60 ans d'engagement au plus près des partenaires locaux



Raji Sultan,
Secrétaire général

Photo Unité

Unité fête cette année ses 60 ans. C'est l'occasion pour nous de jeter un regard rétrospectif et prospectif sur la coopération par l'échange de personnes (CEP), en abordant la thématique de la localisation de la coopération au développement. Nous le ferons également lors d'une conférence le 19 septembre, à Berne.

Par localisation, nous entendons la nécessité que ce soient les actrices locales et acteurs locaux des contextes concernés qui aient la principale responsabilité de l'encadrement, de la conception et de la mise en œuvre des projets de coopération.

C'est une condition essentielle de la durabilité des interventions et un élément central de la CEP. Les professionnel·le·s affecté·e·s sont subordonné·e·s à des organisations partenaires du Sud global et sélectionné·e·s en fonction des besoins de ces dernières. Il s'agit d'accompagner et de soutenir les actrices locales et acteurs locaux dans leur renforcement, non-plus d'initier ou de diriger des projets depuis la Suisse. Cette approche n'est néanmoins pas dénuée d'obstacles. Les fonds sont majoritairement assortis de conditions basées sur des standards occidentaux – par exemple pour l'utilisation de fonds publics suisses. Chaque donateur·rice a ses propres demandes, certes légitimes, mais qui divergent souvent et sont difficilement applicables telles quelles, partout.

Dans ce cadre, la co-construction de solutions que permet la CEP, peut jouer un rôle primordial pour s'assurer que les acteur·rice·s du Sud global puissent accéder à suffisamment de ressources, tout en développant et implémentant leurs propres projets avec des approches portées par les communautés locales.

Frédérique Sorg Guigma est Secrétaire général d'E-CHANGER. L'association travaille dans trois pays, chacun disposant d'une coordination, dont au Burkina Faso. Elle est travailleuse sociale et sociologue de formation, spécialisée notamment sur les questions de genre et développement.

Ousmane Miphal Lankoandé est Secrétaire exécutif du Balai Citoyen, une organisation de la société civile fondée en 2013 dans l'optique de l'instauration de la démocratie. Il coordonne au Burkina Faso les programmes visant à la réduction des inégalités et la bonne gouvernance, essentiellement en faveur des jeunes.

Ariana Kana ist Bezirksrätin in Espinar (Peru) und engagiert sich für die Rechte der indigenen Gemeinschaften. Sie kämpft insbesondere für den Zugang zu sauberem Wasser und gegen die negativen Auswirkungen des Bergbaus auf die Umwelt und Gesundheit.

Thomas Niederberger ist Sozialanthropologe und Journalist. Während seinem dreijährigen Einsatz unterstützt er die Comundo-Partnerorganisation *CooperAcción* in Peru dabei, die Anliegen der vom Bergbau betroffenen Gemeinschaften national und international bekannt zu machen.

Dr. Francesco Ceppi est médecin cadre de l'unité d'hématologie-oncologie pédiatrique du CHUV à Lausanne, fondateur de l'antenne romande d'AMCA et président actuel d'AMCA. Il soutient l'hôpital La Mascota depuis de nombreuses années avec son expertise et a lui-même beaucoup appris des professionnel·le·s de la santé au Nicaragua lors de ses nombreuses affectations.

Violeta Marín est assistante sociale au sein de l'hôpital pour enfants La Mascota à Managua. Depuis 1990, elle s'engage dans l'hématologie-oncologie, soutient les enfants atteints de cancer et coordonne les projets d'AMCA pour améliorer les soins de santé.

© 8.2024

Unité
Schweizerischer Verband
für Personelle Entwicklungs-
zusammenarbeit
Association suisse pour
l'échange de personnes
dans la coopération
au développement
Rosenweg 25, 3007 Bern
info@unite-ch.org
www.unite-ch.org

«Praxis», das Magazin von
Unité, erscheint zweimal jähr-
lich und informiert aus dem
Blickwinkel der Personellen
Entwicklungszusammenarbeit
über aktuelle Themen.
Le Magazine d'Unité, «Praxis»,
paraît deux fois par an et
partage des points de vue de
la coopération par l'échange
de personnes sur des thèmes
actuels.

Redaktion Rédaction
Sara Ryser

Titelbild Photo de couverture
Nelly Nafé besucht während
ihrem Einsatz mit Comundo im
Jahr 2014 die Maasai-Gemein-
schaft in Kenia.

Quelle Marcel Kaufmann,
Comundo

Gestaltung Graphisme
Clerici Partner Design, Zürich

Druck Impression
Printoset, Zürich

Papier Papier
Genesis, 100 % Altpapier

Auflage Tirage
500 Exemplare

Für den Inhalt ist ausschliess-
lich Unité verantwortlich.
Alle Rechte vorbehalten.
Unité est seul responsable
du contenu de Praxis.
Tous droits réservés.



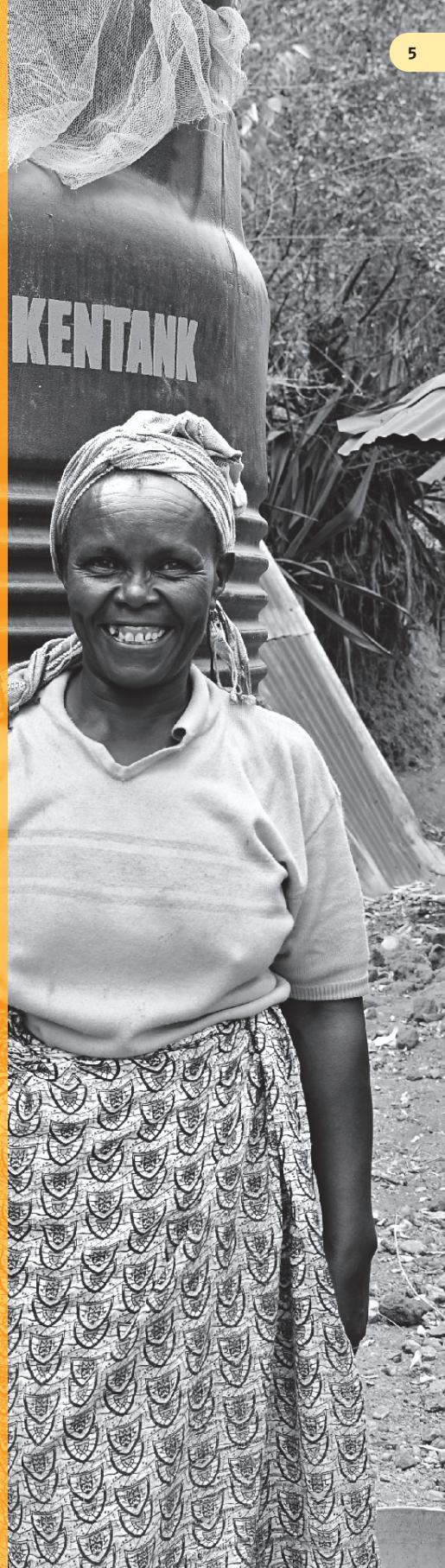
KENYA EAST TERRITORY
MSETOWASH PROJECT

Lokalisierung der Entwicklungs-zusammenarbeit

Localisation de la coopération

Die Frau in Kenia ist froh: Sie und ihr Mann nahmen am WASH-Projekt der Heilsarmee teil. Jetzt haben sie einen neuen Wassertank und Zugang zu frischem Trinkwasser.

Foto Heilsarmee



«Lorsqu'il y a une inégalité d'accès aux ressources, les rapports de pouvoir s'ensuivent»

La «localisation», ce n'est plus seulement un slogan dans la coopération au développement. Elle devient de plus en plus une réalité, ou en tout cas, un vœu pieux dans la conception et la mise en place de projets de coopération au développement. En effet, pour que les programmes et les projets puissent se dérouler dans les bonnes conditions, il est indispensable qu'ils soient axés sur les besoins des populations concernées et qu'ils soient ancrés localement. Néanmoins, dès lors que l'argent entre en jeu, il est (presque) inévitable qu'un rapport de pouvoir se construise entre celui qui détient les ressources financières, et celui qui en a besoin. Cette logique, de prime abord simple, s'applique bien sûr aussi à notre thématique qu'est la coopération au développement par l'échange de personnes.

La perspective croisée d'une de nos organisations membres, E-CHANGER et d'une de leurs organisations partenaires au Burkina Faso, le Balai Citoyen, permet d'éclairer cette question avec un exemple concret. Nos deux interrogé·e·s, Ousmane Miphal Lankoandé, Secrétaire exécutif du mouvement social burkinabè, et Frédérique Sorg Guigma, Secrétaire générale d'E-CHANGER, nous ont partagé les défis que cela représente.

Interview

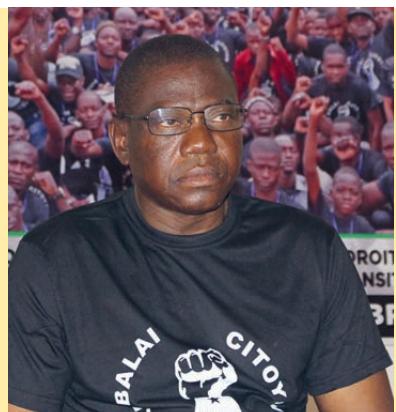
Justine Bonguardo

Photos

Balai Citoyen, E-CHANGER



Frédérique Sorg Guigma est Secrétaire général d'E-CHANGER. L'association travaille dans trois pays, chacun disposant d'une coordination, dont au Burkina Faso.



Ousmane Miphal Lankoandé est Secrétaire Exécutif du Balai Citoyen, une organisation de la société civile fondée en 2013 dans l'optique de l'instauration de la démocratie. Le Balai Citoyen est officiellement une organisation partenaire d'E-CHANGER depuis 2020.

Les actions de développement doivent véritablement être initiées par les populations elles-mêmes.

le Balai Citoyen est une des organisations partenaires qu'E-CHANGER soutient dans son programme au Burkina Faso.

Comment le partenariat s'est-il fait ?

Frédérique Sorg Guigma Nous avons approché le Balai Citoyen parce que c'est une organisation que nous voyons comme étant proche de la façon dont nous souhaitons travailler et de nos valeurs – en l'occurrence la promotion des droits humains, de l'exercice militant citoyen, de l'approche inclusive. Les organisations que nous approchons doivent déjà avoir une certaine solidité. Toutefois, ce qui est le plus important, ce n'est pas uniquement la taille de l'organisation partenaire, mais surtout sa capacité à absorber l'appui souhaité.

Ousmane Miphal Lankoandé Pendant longtemps, nous ne nous sommes pas tourné-e-s vers des bailleurs institutionnels. Nous nous en étions toujours gardé-e-s que le Balai Citoyen devait être piloté de manière endogène de par sa nature de mouvement populaire. Cependant, nos ressources étaient limitées, et nous voulions avoir un plus large impact. Nous avons alors accepté qu'E-CHANGER nous apporte un soutien. Ce qui est important et qui fait la différence majeure avec d'autres organisations d'entraide, c'est qu'E-CHANGER appuie véritablement les objectifs de notre mouvement.

Comment se traduit concrètement ce partenariat ?

Ousmane Miphal Lankoandé Avec E-CHANGER, tout d'abord, nous sommes dans la même compréhension et le même dynamisme. Ils nous ont mis à disposition, après une demande de notre part, une personne pour nous appuyer afin de formaliser nos procédures, pour rendre notre organisation beaucoup plus solide et compétitive.



«Lorsqu'il y a une inégalité d'accès aux ressources, les rapports de pouvoir s'ensuivent»





Pendant la pandémie de Covid, le Balai Citoyen a organisé une campagne de sensibilisation sur les mesures de protection de la population, comme ici à Tampouy, un quartier de Ouagadougou (Burkina Faso).

Que signifie pour vous la «localisation de la coopération au développement» ? Dans quelle mesure est-elle importante pour vous ?

Ousmane Miphal Lankoandé C'est une thématique abordée depuis longtemps, qui insiste sur le fait que les actions de développement doivent véritablement être initiées par les populations elles-mêmes – plutôt que de manière verticale. Elles doivent viser une mobilisation authentique des acteurs locaux, en partant de leurs besoins pour mieux les soutenir. De notre côté, notre proximité et notre ancrage au sein des communautés locales constituent nos principaux atouts.

Frédérique Sorg Guigma Dans le travail que fait E-CHANGER, qui vise à lutter pour plus de justice sociale, nous ne pouvons pas travailler sans appropriation locale. C'est une notion qui est indispensable. L'appropriation locale et la localisation sont primordiales pour la réussite des projets afin que les effets de ces derniers soient effectivement enracinés et qu'ils correspondent à ce que souhaite une communauté ou une organisation locale.

Est-il difficile de trouver un équilibre entre les besoins de la population locale et les exigences des donateurs ? Comment établissez-vous les priorités dans vos programmes ?

Ousmane Miphal Lankoandé Dans notre partenariat avec E-CHANGER, c'est nous qui définissons nos propres priorités. Comme mentionné, au travers de l'affection d'une coopérante, et cela fonctionne très bien. Avec d'autres partenaires ou donateurs du Nord, nous exigeons aussi systématiquement que nos propres objectifs soient prioritaires. Mais, ce n'est pas toujours facile. De notre expérience, nous constatons qu'il n'est pas aisément de trouver le parfait équilibre.

Frédérique Sorg Guigma Si nous ne prenons pas en compte les besoins de la population locale concernée, le risque est d'avoir des projets «hors-sol», autrement dit inadaptés. Ces projets vont d'autant plus renforcer la dépendance des organisations partenaires si les idées sont imposées par le bailleur de fonds. C'est pourquoi nous travaillons toujours, et seulement,

avec une demande formulée par l'organisation partenaire et qui fait ensuite l'objet d'une co-construction. Les affectations de professionnel·les organisées par E-CHANGER sont toujours liées à un besoin de l'organisation partenaire. Elles sont donc au plus proches des besoins de la population locale.

Pour vous, il y a une asymétrie de pouvoir entre les bailleurs de fonds, et vous les ONG ?

Frédérique Sorg Guigma Les bailleurs de fonds disposent de ressources, notamment d'argent, dont les ONG ont besoin. Il y a ainsi toujours un rapport de pouvoir dans ce cas de figure, mais cela vaut pour la coopération au développement, comme pour tous les autres domaines. Nous agissons dans un contexte qui reste structurellement inégal. Notre souhait c'est de nous positionner dans des relations de partenariat équilibrés, aussi avec les bailleurs de fonds.

Actuellement, la pression est grandissante sur les ressources des organisations qui travaillent dans la coopération internationale. Nous le vivons à E-CHANGER. Cela nous oblige à mettre, dans le cadre de nos partenariats, davantage l'accent sur le suivi-évaluation et sur les capacités des organisations partenaires à planifier, puis à rapporter précisément les activités qu'elles mènent et que nous appuyons. C'est une logique qui n'est pas toujours simple à mettre en œuvre pour certaines organisations partenaires.

Ousmane Miphal Lankoandé Il existe une véritable asymétrie de pouvoir, inévitablement en faveur de celui qui détient les ressources. Plus nous avançons et recevons des ressources, plus les conditions qui nous sont imposées se multiplient, tentant ainsi de nous orienter dans une direction précise.

Pour contrer cette asymétrie, il s'agit de voir comment la coopération peut être repensée.

Comment contrer cette asymétrie de pouvoir de décision ?

Ousmane Miphal Lankoandé Nous savons que les ONG du Nord sont dépendantes des bailleurs de fonds. Pour contrer cette asymétrie, il s'agit de voir comment la coopération peut être repensée, pour que les ressources arrivent véritablement au niveau de la base. Cela veut aussi dire discuter avec les ONG du Sud. Cependant, ce n'est pas uniquement la responsabilité des ONG ni des bailleurs du Nord. Les organisations locales doivent également se poser la question : existe-t-il des ressources internes pouvant compenser cette dépendance aux bailleurs de fonds ? Peut-être que cela pourrait contribuer à rééquilibrer cette asymétrie.

Frédérique Sorg Guigma Nous sommes dans des contextes globaux qui obéissent à des normes occidentales, capitalistes, qui régissent les rapports de pouvoir ; la coopération internationale s'inscrit là-dedans. Tant que c'est le cas, il est presque impossible de pouvoir changer réellement cette asymétrie. Cependant, un petit pas dans la bonne direction serait d'unifier les exigences des différents bailleurs de fonds par rapport au suivi-évaluation afin d'y consacrer moins de temps et de ressources. Cela permettrait de soutenir davantage nos partenaires dans les pays. ■



Die Kupfermine Tintaya-Antapaccay liegt in unmittelbarer Nähe der Provinz Espinar und der Heimatgemeinde von Ariana Kana.

Rohstoffabbau und Menschenrechte in Peru: Lokales Engagement mit internationaler Unterstützung

Text
Sara Ryser

Fotos
Comundo

Ariana Kana steht auf einem Hügel in ihrer Heimatgemeinde Huisa in Perus Provinz Espinar und blickt hinüber auf die Kupfermine Tintaya-Antapaccay, welche sich über ein Gebiet erstreckt, das so gross ist wie Liechtenstein. Sie hat die Entstehung dieser Mine seit ihrer Kindheit miterlebt, genauso wie die damit verbundenen Konsequenzen für die dort ansässige Bevölkerung. In ihrem Kampf für Gerechtigkeit und den Erhalt der Lebensgrundlagen der indigenen Gemeinschaften wird die Aktivistin und Bezirksrätin von Comundos Partnerorganisationen unterstützt.



Ariana Kana ist in der indigenen Gemeinde Huisa in Peru aufgewachsen, welche stark von den Auswirkungen des Rohstoffabbaus betroffen ist. Sie engagiert sich im Bezirksrat von Espinar und bei der *Nationalen Plattform der Betroffenen von toxischen Metallen* für die Einhaltung des Rechts auf sauberes Wasser.



Thomas Niederberger ist Sozialanthropologe und Journalist. Während drei Jahren unterstützt er die Comundo-Partnerorganisation *CooperAcción* dabei, die Anliegen der vom Bergbau betroffenen Gemeinschaften gegenüber dem Staat zu vertreten und öffentlich zu kommunizieren.



Die Mine Tintaya-Antapaccay in Peru, wo Glencore Kupfer abbaut. Perus kontinuierliches Wirtschaftswachstum der letzten Jahre führt nur bedingt zu sozialer Entwicklung und politischer Stabilisierung. Oft ist die Politik in korrupte Geschäfte mit den Rohstofffirmen verwickelt und die lokalen Regierungen sind fast vollständig abhängig von Steuereinnahmen aus dem Bergbau.



Die peruanische Regierung definiert Entwicklung noch immer einzig als Wirtschaftswachstum und sieht die Rohstoffindustrie als Wirtschaftsmotor, der dem Land dringend notwendiges Kapital in die Staatskassen spülen soll. Mit verheerenden Konsequenzen für die indigenen Gemeinschaften vor Ort: Ihre Lebensgrundlagen – allen voran der Zugang zu sauberem Wasser und gesunden Böden – werden beeinträchtigt oder sogar zerstört. Die Folge sind Menschenrechtsverletzungen und soziale Konflikte.

Schwermetalle im Quellgebiet

Ariana Kana erinnert sich an ihre Kindheit und erzählt davon, wie die Bergbauaktivitäten vor rund vierzig Jahren in unmittelbarer Nähe ihrer Gemeinde sich immer weiter ausbreiteten. «Auf dem Weg ins Dorf mussten wir aufpassen, dass wir nicht von Steinen getroffen wurden, die bei den Sprengungen für die Mine durch die Luft flogen. Der Fluss, in dem wir als Kinder spielten, begann sich zu verfärbten, sodass wir nicht mehr auf den Grund sehen konnten. Damals dachten wir noch, dies sei natürlich. Nie hätten wir gedacht, dass unser Wasser mit Arsen, Blei und Quecksilber aus dem Bergwerk vergiftet war.» Doch dann begannen plötzlich die Frösche und Fische zu sterben, später wurden die Anwohner:innen krank und das Vieh verendete. Auch Kanas Mutter erkrankte 2020 und war plötzlich sogar halbseitig gelähmt. Später stellte sich heraus, dass die Beeinträchtigungen ihres Zentralnervensystems auf Schwermetallbelastungen zurückzuführen sind – unter anderem fanden die Ärzte Arsen, Blei und Kadmium in ihrem Blut.

Heute ist erwiesen, dass die Schwermetallbelastung der Einwohner:innen von Espinar auf die Bergbauaktivitäten zurückzuführen ist. Doch die Betroffenen erhielten weder von der Bergbaugesellschaft noch von den staatlichen Behörden medizinische Unterstützung. Für Kana war diese Ungerechtigkeit der Grund, politisch aktiv zu werden und sie begann, sich für die Einhaltung der Umwelt- und Menschenrechte der indigenen Gemeinschaften in ihrer Heimatgemeinde einzusetzen. Unterstützung fand sie schliesslich bei NGOs, unter anderen bei den Comundo-Partnerorganisationen *Red Muqui* und *CooperAcción*. In Workshops dieser Organisationen erarbeitete sie sich das nötige Wissen, um bei den Behörden die Rechte ihrer Gemeinschaft einzufordern. «In den Workshops lernte ich viel über die



Der Fluss in Espinar, der mit Schwermetallen aus dem Bergbau kontaminiert ist.

wirtschaftlichen, politischen, umweltwissenschaftlichen und rechtlichen Aspekte des Bergbaus sowie über dessen Auswirkungen auf Menschen und Umwelt. Hier hatte ich erstmals erfahren, dass die Provinz Espinar ein Quellgebiet ist. Die verheerenden Folgen des Rohstoffabbaus in unserer Region sind Wassermangel und vergiftete Gewässer.»

Kana setzt sich insbesondere für das Recht auf sauberes Wasser ein – für etwas also, was eigentlich eine Selbstverständlichkeit sein sollte. Sie ist dabei nicht allein, in Peru haben vom Bergbau Betroffene die *Nationale Plattform der Betroffenen von toxischen Metallen* gegründet. Eine Koalition von NGOs unterstützt die Plattform mit fachlicher und rechtlicher Beratung. Zu dieser NGO-Koalition gehören auch *Red Muqui* und *CooperAcción*. Diese Organisationen engagieren sich mit Sensibilisierungskampagnen, Lobbyarbeit und Vernetzung, damit die Öffentlichkeit in Peru und international von den Auswirkungen des Rohstoffabbaus auf die lokalen Gemeinschaften erfährt.

Die peruanische Aktivistin und der Schweizer Journalist ziehen am gleichen Strick

Bei *CooperAcción* treffen sich die Wege von Ariana Kana und dem Comundo-Einsatzleistenden Thomas Niederberger. Der Journalist unterstützt die Organisation seit Anfang 2022 dabei, ihre Öffentlichkeitsarbeit über Peru hinaus auszuweiten. Die durch die Rohstoffförderung betroffenen Personen werden in die Entwicklung von Sensibilisierungsmassnahmen eingebunden. Damit trägt der Einsatz von Niederberger direkt dazu bei, dass Betroffene die notwendigen Instrumente erhalten, um ihre Rechte einzufordern. Außerdem werden dank der öffentlichen Berichterstattung Debatten über das Wirtschaftsmodell des Extraktivismus angestoßen und alternative Entwicklungsmodelle bekannt gemacht, welche die Menschenrechte und den Umweltschutz ins Zentrum stellen.

Im Oktober 2022 wurde Ariana Kana in den Bezirksrat von Espinar gewählt. Ein wichtiger Schritt, der ihrem Aktivismus neuen Auftrieb und mehr Gewicht verleiht. Auch als Bezirksrätin setzt sie sich dafür ein, dass die Grundrechte der Bevölkerung von Espinar respektiert werden und sie endlich wieder Zugang zu sauberem Wasser und gesunden Böden erhält. Einen Erfolg konnte sie bereits erreichen: Die Bezirksbehörde führt jetzt ein Register, in das sich Personen eintragen können, die aufgrund der Schwermetalle erkrankt sind und auf nationaler Ebene wurde ein Aktions-

plan beschlossen. Damit ist die Basis gelegt für gezielte Massnahmen, um sowohl betroffene Menschen konkret zu unterstützen wie auch strukturelle Veränderungen zu erwirken. Die Sensibilisierung für das Problem ist gestiegen, doch es braucht weiterhin Druck, um konkrete Verbesserungen umzusetzen. Solange der peruanische Staat und die Schweizer Rohstofffirmen ihren Profit über die Gesundheit und Rechte der Bevölkerung vor Ort und der indigenen Gemeinschaften stellen, solange werden Ariana Kana und ihre Mitstreiter:innen ihren Kampf für Gerechtigkeit weiterführen. ■

In den Workshops der Partnerorganisationen von Comundo lernte Kana viel über die wirtschaftlichen, politischen und rechtlichen Aspekte des Bergbaus.

«Former localement est la seule façon de garantir une coopération durable»

Texte
Noémie
Guignard

Photos
AMCA

Depuis sa création il y a presque quarante ans, le service d'hémato-oncologie de l'hôpital pédiatrique La Mascota fonctionne grâce à un personnel hautement qualifié. Désormais, la seconde génération de spécialistes a pris les rênes de ce département, qui vient d'être entièrement restructuré.

Les murs de l'unité d'hémato-oncologie de l'hôpital pour enfants La Mascota sont tapissés de grandes fresques murales.





L'oncologue pédiatre Dr. Francesco Ceppi soutient l'hôpital La Mascota depuis de nombreuses années avec son expertise et il a lui-même beaucoup appris des professionnels de la santé au Nicaragua lors de ses nombreuses affectations.



Violeta Marín s'engage depuis 1990 comme assistante sociale au sein de l'hôpital pour enfants La Mascota dans l'hémato-oncologie. Elle soutient les enfants atteints de cancer et coordonne les projets d'AMCA pour améliorer les soins de santé.

Sur les murs de l'unité d'hémato-oncologie de l'hôpital pour enfants Manuel de Jesús Rivera, La Mascota à Managua (Nicaragua), d'immenses fresques murales invitent les enfants à voyager. S'évader pour tromper l'attente. Entièrement financée par l'association AMCA (Associazione per l'aiuto medico al Centro America), la restructuration complète du service a été inaugurée en novembre dernier, année qui coïncide avec le départ à la retraite du dernier spécialiste de première génération à avoir créé ce département. Désormais, c'est donc une équipe d'oncologues et hématologues intégralement renouvelée qui assure la gestion de ce site flambant neuf, entouré d'un solide réseau pluridisciplinaire, essentiel pour une prise en charge holistique des jeunes malades.

Un projet qui fait référence

En 1985, l'hôpital La Mascota fait figure de pionnier en créant un tel service de soins pédiatriques pour lutter contre le cancer, initiée sous l'impulsion de l'oncologue tessinois Franco Cavalli via l'association AMCA. «À l'époque, on soignait déjà deux tiers des enfants atteints de cancer dans nos pays occidentaux alors qu'au Nicaragua, il n'y avait aucune structure pour prendre en charge ces enfants-là», relève l'oncologue pédiatre Francesco Ceppi, fondateur de l'antenne romande d'AMCA. Assistante sociale, Violeta Marín rejoint l'hôpital en 1990 et intègre l'équipe pluridisciplinaire d'hémato-oncologie cinq ans plus tard, alors composée d'un oncologue, d'un hématologue, de pédiatres, d'infirmières, d'une psychologue et d'une assistante sociale. «Notre rêve était de garantir à ces enfants, auxquels personne ne prêtait attention, un droit à la santé et une meilleure qualité de soins, donc une meilleure qualité de vie», se souvient la Nicaraguayenne. «Cette unité s'est concrétisée au terme de nombreuses discussions et d'un processus de formalisation au sein du ministère de la santé.»

L'idée a toujours été de former le personnel, jamais de jouer les sauveurs du monde.

Violeta Marín avec un jeune patient à l'hôpital La Mascota.



AMCA soutient et facilite les processus, mais jamais ne les impose.

La transmission du savoir, clé du succès

Dès ses débuts, l'association AMCA mise sur un renforcement de l'expertise locale en assurant un transfert de compétences. « Un programme de formation du personnel médical, chirurgical, infirmier ainsi que du personnel en laboratoire a été mis sur pied avec des hôpitaux de Bellinzona et de Monza, précise l'oncologue pédiatre. L'idée a toujours été de former le personnel, jamais de jouer les sauveurs du monde. » Alors que ce programme d'échanges sert de référence dans le monde de la coopération au développement, les allers-retours au-dessus de l'Atlantique sont aujourd'hui devenus obsolètes. Avec l'émergence de centres de formation en Amérique centrale et latine, notamment au Mexique ou en Uruguay, le personnel nicaraguayen peut désormais bénéficier de formations dans des pays aux contextes de soins similaires. Une évolution qui réjouit le Dr. Ceppi: « Aujourd'hui, seules des formations hyper-spécifiques ont lieu en Suisse. » Médecin cadre de l'unité d'hématologie-oncologie pédiatrique du CHUV à Lausanne, le Tessinois d'origine a lui aussi beaucoup appris de ses nombreux séjours à La Mascota, notamment lors de ses premiers stages aux côtés des « internos », les stagiaires de l'hôpital. « Je dois mon amour de l'oncologie pédiatrique à mes séjours sur place, relève le spécialiste. Même s'il est aujourd'hui décédé, je dois beaucoup à l'un de mes grands maîtres, qui exerçait dans cet hôpital. »

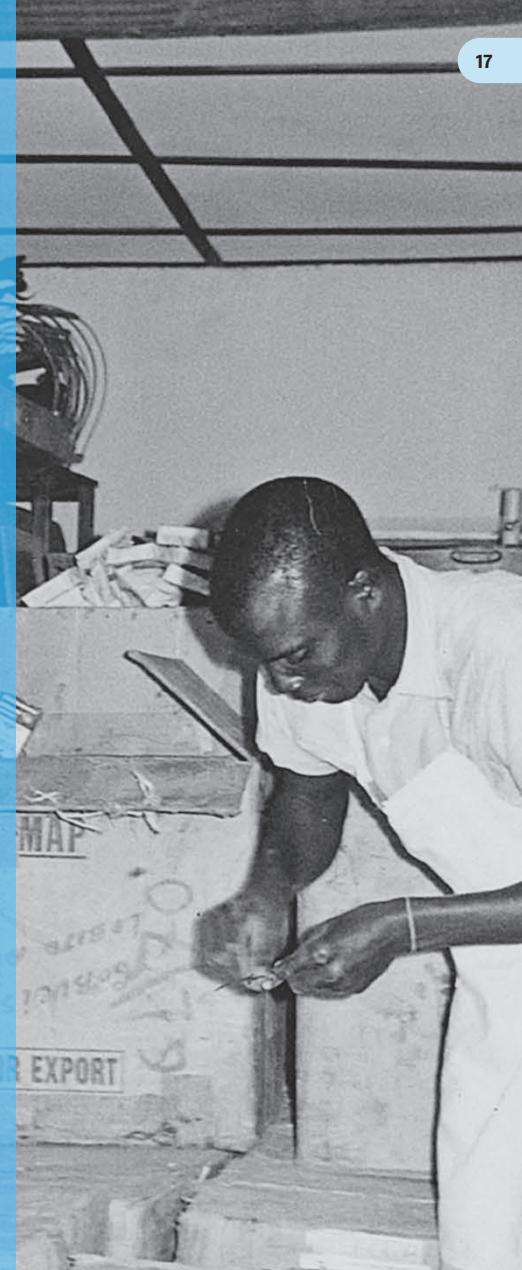
Accompagner les besoins locaux

Très horizontale, cette coopération effectuée dans le dialogue et l'échange s'observe également à l'échelon des autorités. Très au fait de ses dossiers, la ministre de la Santé Martha Verónica Reyes Álvarez entretient des liens réguliers avec l'association AMCA, sans pour autant se laisser imposer une vision ou un agenda. « Lorsque j'insiste pour que le service obtienne davantage de personnel soignant », sourit Francesco Ceppi, « la Ministre me rappelle qu'elle ne doit pas seulement penser à La Mascota. Il faut également qu'elle veille à ce que les autres hôpitaux du pays soient suffisamment dotés. » Pour éviter de se substituer au système de santé public nicaraguayen, duquel dépend l'hôpital pour enfants, AMCA finance le renforcement de projets spécifiques, qu'il s'agisse de projets psycho-socio-éducatifs visant la création d'une classe d'hôpital, de meilleures analyses diagnostiques, l'installation de panneaux solaires ou encore le parrainage de transports réguliers des patients entre leur domicile et l'hôpital, afin de garantir le bon suivi des traitements. « AMCA a toujours reconnu et respecté nos capacités locales », souligne Violeta Marín. « L'association soutient et facilite les processus, mais jamais ne les impose. Elle travaille pour et avec une solidarité effective. » ■

Jubiläum Unité Jubilé Unité

SAM global ist seit über 120 Jahren in Angola aktiv.
Auf dem Bild aus dem Jahr 1971 packen die Einsatzleistende Gertrud Schürch und ein Angestellter einer Apotheke zusammen Arzneimittelpakete aus.

Quelle SAM global



60 Jahre Personelle Entwicklungszusammenarbeit

Text
Sara Ryser

Unité feiert dieses Jahr sein 60-jähriges Bestehen. Aus diesem Anlass organisieren wir am 19. September 2024 eine Jubiläumsveranstaltung in Form einer Konferenz zur Lokalisierung der Entwicklungszusammenarbeit. Grund genug, um auf die Geschichte des Verbands und die Bedeutung dieses wichtigen Themas im Laufe der letzten 60 Jahre zurückzublicken.

Die ersten Einsätze der Personellen Entwicklungszusammenarbeit (PEZA) fanden bereits in den 1950er-Jahren statt. Damals waren es vorwiegend Laienhelfer:innen, Missionare und Abenteuerlustige, welche meist für private Hilfswerke und kirchliche Organisationen in der «Dritten Welt» im Einsatz standen. 1963 reisten die ersten «modernen Schweizer Pioniere» im Namen des Bundesrats nach Afrika, um mit der Bevölkerung vor Ort die Entwicklung in Tunesien und Kamerun voranzutreiben. Die guten Absichten waren gross, doch gut gemeint ist nicht gut gemacht – auch (und aus heutiger Sicht besonders!) in der EZA nicht. Niemand hatte auf die «Fortschrittsbringer» aus dem Norden gewartet und die Zusammenarbeit mit lokalen Partner:innen wurde weitgehend dem Zufall und dem persönlichen Engagement überlassen. Keine Rede und keine Spur damals von der «Lokalisierung der Entwicklungszusammenarbeit», welche heute als unabdingbar für erfolgreiche Entwicklungsprogramme und -projekte gilt.

Schon seit Beginn lag der Fokus auf Einsätzen von gut ausgebildeten Berufs- und Fachleuten.

1966

Anfänge der Personellen Entwicklungszusammenarbeit von DM in Sambia. Foto: DM



1967

Die Lehrerin Josiane Potterat, eine der ersten Einsatzleistenden von Eirene Suisse in Haiti, vermittelte den Kindern die Grundlagen der Lebensmittelhygiene, des Kochens und der Kinderpflege sowie der Krankenpflege und des Nähens.

Foto: Eirene Suisse



1992

Dr. Beerli von SAM global bei der täglichen Medikamentenvergabe in Angola. Foto: SAM global



Die Gründung von Unité und die Professionalisierung der PEZA

Den Schweizer Entsendeorganisationen wurde schnell klar, dass eine bessere Abstimmung zwischen ihrem Angebot und den Bedürfnissen im Süden erforderlich ist. Um diese zu gewährleisten und um die Vernetzung untereinander zu fördern, gründeten am 18. April 1964 Vertreterinnen und Vertreter von 15 Organisationen in Bern die *Arbeitsgemeinschaft für den Einsatz junger Berufsleute in Entwicklungsländern* (AJBE). Wie der Name signalisiert, lag der Fokus schon seit Beginn auf Einsätzen von gut ausgebildeten Berufs- und Fachleuten – eine Abgrenzung, die mit dem Aufkommen des «Volontourismus» in den 1990er-Jahren umso wichtiger wurde.

Ab 1990 wurde aufgrund eines Mandats der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) zur konzeptuellen Erneuerung der Freiwilligeneinsätze die Spezialisierung und Professionalisierung des Verbands angestoßen. Mitgliedschaftskriterien und Qualitätsstandards wurden definiert, welche seither regelmässig den aktuellen entwicklungspolitischen Standards angepasst werden. 1994 entstand das erste Verbandsprogramm, in welchem die Rolle der Partnerorganisationen im Süden gestärkt wurde – erstmals war von Gegenseitigkeit die Rede und die ersten Süd-Süd- sowie Süd-Nord-Einsätze fanden statt.

Lokalisierung als Erfolgsfaktor

Heute ist die Personelle Entwicklungszusammenarbeit dank der hohen Qualität, Kontinuität und Nachhaltigkeit der Fachpersoneneinsätze ein anerkanntes Instrument der internationalen Zusammenarbeit der Schweiz. Die Lokalisierung wurde zum zentralen Element. Die Grundlage für einen Einsatz ist immer ein Bedürfnis der Partnerorganisation im Globalen Süden; das Ziel ist die Stärkung ihrer Fähigkeiten und der lokalen Institutionen. Während ihrer oft langjährigen Einsätze sind die Fachpersonen in die Partnerorganisation integriert. Die Reziprozität – also der gegenseitige Austausch und das Lernen voneinander – steht dabei im Fokus der Zusammenarbeit. ■

Die unten stehenden Bilder sind eine kleine Vorschau auf die Fotoausstellung, die am 19. September im Rahmen der Konferenz zu sehen sein wird.

2003

Der Geograf und DM-Einsatzleistende PH Dind in Kuba, wo er unter anderem an einem ökologischen Bauernhofprojekt mitarbeitete und Gartenkurse für Familien in prekären Verhältnissen leitete. Foto: DM



2004

Heidi Reinemann, Einsatzleistende der Mission am Nil, hier bei einer Konsultation in der Abu-Rof-Klinik im Sudan.
Foto: Mission am Nil



2022

Der Einsatzleistende von Comundo und Landwirt Marco Ventriglia unterstützt seinen Berufskollegen Don Luis Alfredo in Nicaragua dabei, Anbaumethoden zu entwickeln, die eine bessere Anpassung an den Klimawandel und eine höhere Ernährungssicherheit garantieren. Foto: KubaOkon, Comundo



Einladung

ANMELDEN
BIS 2. SEPTEMBER 2024



MEHR INFOS

unite-ch.org/Jubilaeum

Konferenz und Jubiläumsfeier am 19. September 2024

Anlässlich unseres 60-jährigen Jubiläums organisieren wir eine Konferenz zur Lokalisierung der Entwicklungszusammenarbeit. Wir laden Sie herzlich ein, sich am 19. September in Bern mit uns sowie weiteren Akteur:innen der internationalen Zusammenarbeit auszutauschen und auf unseren runden Geburtstag anzustossen.

Es erwarten Sie spannende Diskussionen über die Lokalisierung der Entwicklungszusammenarbeit und wie sich diese in den letzten 60 Jahren bei unseren Mitgliedorganisationen und ihren Partnern im Globalen Süden verändert hat, Möglichkeiten zum Netzwerken und natürlich eine grosse Geburtstagstorte.

INSCRIPTION
AVANT LE 2 SEPTEMBRE 2024



PLUS D'INFOS

unite-ch.org/Jubile

Invitation

Célébration du jubilé et conférence le 19 septembre 2023

A l'occasion de nos 60 ans d'existence, nous organisons une conférence sur la localisation de la coopération au développement. Nous vous invitons à fêter cet événement et à échanger avec nous et d'autres acteur·trice·s de la coopération internationale le 19 septembre 2024 à Berne.

Des débats stimulants sur la localisation de la coopération au développement et la manière dont elle a évolué au cours des 60 dernières années avec nos organisations membres et leurs partenaires du Sud global, des opportunités pour réseauter et, bien sûr, un grand gâteau d'anniversaire vous attendent.

Unité
Schweizerischer Verband
für Personelle Entwicklungs-
zusammenarbeit

Rosenweg 25, 3007 Bern
Téléfon +41 (0)31 3811219
info@unite-ch.org

Unité
Association Suisse pour l'échange
de personnes dans la coopération
au développement

Rosenweg 25, 3007 Berne
Téléphone +41 (0)31 3811219
info@unite-ch.org

www.unite-ch.org



@Unite_Schweiz @Unite_Suisse

